

LA FIN DE L'HISTOIRE : TRENTE ANS APRÈS

Christian GIRARD

Après avoir retracé les transformations de l'environnement géopolitique mondial intervenues depuis 1989 et montré leurs conséquences sur les concepts de défense et de sécurité, il y a plus d'un an maintenant, je propose ici de revenir à l'année 1989 pour s'intéresser à un article aux accents prophétiques paru la même année. Nous confronterons l'analyse faite à l'époque par un jeune chercheur américain à l'évolution du monde telle qu'il est possible de l'apprécier en 2020. Nous tenterons de vérifier si l'évolution historique qu'il avait anticipée s'est réalisée, jusqu'à quel point, et si elle a obéi à la logique qu'il discernait, celle d'un sens de l'Histoire, allant vers une fin qui reste à définir.

L'année 1989 a été comme bien souvent les années terminant en 9, une année charnière, particulièrement importante comme le furent les années 29/39/69 /79..., mais celle-ci l'est spécialement parce qu'elle marque l'effondrement du mur de Berlin et le début de la chute de l'URSS. L'année 2019 a été celle du début de la pandémie de la Covid que nous subissons encore aujourd'hui.

Francis Fukuyama

L'universitaire américain Francis Fukuyama fit paraître dans la revue *The National Interest*, à l'été 1989, soit avant la chute du mur, l'article que je mentionnais. Il suscita immédiatement de nombreuses réactions dans le monde intellectuel aux États-Unis et en Europe. Cet article fut traduit en français et publié dans la revue *Commentaire* N°47 la même année sous le titre, *La fin de l'histoire ?*.

Il est, depuis, de bon ton de se gausser de la thématique d'une soi-disant fin de l'Histoire. Trente années se sont écoulées. Le monde a changé. Quel regard pouvons-nous porter sur ce texte ? Il a fait l'objet en 1992, soit après l'effondrement de l'URSS, d'un essai volumineux du même auteur, *La Fin de l'Histoire et le dernier homme*. Fukuyama y développe, nuance et approfondit sa thèse.

La thèse

De sa position d'observateur du monde soviétique, appartenant à la *Rand corporation* et conseiller du Département d'État, il est jeune alors, il a trente-sept ans, il remarque que Gorbatchev a fait une déclaration disant que « l'essence du socialisme, c'était la concurrence ». Il se dit alors que ce qui est en cours va au-delà de la seule fin de la guerre froide. Il est le seul, à ce moment, à prédire la fin du système communiste en URSS à court terme, même s'il reconnaît avoir été, comme tout le monde, surpris par la chute du mur de Berlin intervenue peu après. Pour Fukuyama, la chute du système communiste n'est pas provoquée par son échec économique mais par sa faillite morale. Plus personne ne croit en l'idéologie totalitaire.

C'est une victoire de l'Occident dans le domaine des idées, celle la démocratie libérale. Elle marque un tournant idéologique essentiel qu'il appelle *la fin de l'Histoire*. Il fait référence non pas à la fin des événements historiques, crises, rivalités, affrontements, guerres, prévision qui aurait fait, à juste titre, l'objet de la critique principale émise par ceux qui ne l'ont pas compris, même pas lu sans doute, mais au concept philosophique développé par Hegel, Marx et Kojève, disciple de Hegel au XX^e siècle, dont on peut observer les liens avec les religions du Livre. Bien longtemps auparavant, elles ont introduit un sens et une fin à l'Histoire. Pour Hegel, la fin de l'Histoire c'était l'État démocratique libéral, pour Marx, l'État communiste.

Je cite : « Le point final de l'évolution idéologique de l'humanité est l'universalisation de la démocratie occidentale comme forme finale du gouvernement humain. » ... « La victoire du libéralisme s'est d'abord produite dans le domaine des idées et des consciences. » ... « Cet idéal gouvernera le monde réel à longue échéance. »

Pour Fukuyama, comme pour Hegel, tout comportement humain plonge ses racines dans un état de conscience antérieur. La conscience est la cause des événements, à rebours de la vision matérialiste marxiste dominante, à gauche comme à droite. Le monde continuera donc, tel qu'il est, avec ses multiples fractures et affrontements mais dans le domaine des idées, la démocratie libérale et économique constitue un idéal indépassable.

À la suite de cette affirmation il passe en revue les défis qui peuvent s'opposer au libéralisme.

Le fascisme, bien qu'il puisse prendre de multiples formes, a été mis à bas par la guerre, non par la réprobation morale. Il est apparu qu'il conduisait à l'autodestruction. Le communisme, posant le problème de la contradiction entre le capital et le travail, a vu sa justification se réduire progressivement par la prise en compte de la question sociale par les démocraties libérales. Selon Fukuyama, les inégalités sociales sont dues aux origines culturelles et ethniques des populations défavorisées, c'est-à-dire à l'héritage des conditions prémodernes dont elles sont issues. L'esclavage et le racisme sont la cause de la situation des populations noires aux États-Unis et non le système politico-économique par lui-même.

Il en vient ensuite au cas de la Chine. Son article est écrit avant le massacre de la place Tien An Men. Il observe la montée du libéralisme économique, amorcé par la dé-collectivisation de l'agriculture en 1978, puis par son extension à d'autres secteurs de l'activité économique sous Deng. Seuls 20% de l'économie chinoise sont libéralisés à l'époque. Il en déduit que « La Chine ne peut plus jouer le rôle de phare pour les forces antilibérales dans le monde. »

Il perçoit bien que la disparition du communisme peut entraîner la montée des nationalismes et des intégrismes religieux. Le nationalisme peut se manifester sous des formes et des degrés divers. Mais sous ses formes extrêmes il est responsable des deux grandes guerres du XX^e siècle. Il ne peut donc lui également servir de modèle. La montée du religieux, et de ses formes intégristes, peut être la conséquence de « la vacuité spirituelle des sociétés libérales de consommation ». Mais le modèle religieux, en dehors de celui de l'islam, ne constitue pas un modèle alternatif. Fukuyama évacue rapidement la question de la théocratie islamique en disant que « c'est un modèle peu attractif ».

Il envisage enfin les conséquences de la rupture géopolitique qui s'amorce dans le domaine des relations internationales. Le tiers-monde restera un terrain de conflits. Il est peu probable que la Russie et la Chine rejoignent le camp des nations libérales de l'Occident. Parallèlement, il y a un risque de retour aux formes de rivalités et d'affrontements du XIX^e siècle mais le modèle des grandes puissances du XIX^e siècle est discrédité. N'importe quelle forme d'expansion territoriale se trouve aujourd'hui délégitimée. L'hypothèse que la Russie revienne à la politique des tsars lui paraît « bizarre », et de façon encore plus contestable aujourd'hui, il pense que « l'expansionnisme chinois sur la scène internationale a virtuellement disparu. »

Selon lui, la fin du marxisme-léninisme n'impliquera pas la fin des conflits dans le monde. Il y aura toujours un niveau élevé, voire croissant, de violence, ethnique et nationaliste. « Le terrorisme et les guerres de libération nationale continueront de représenter un chapitre important de l'ordre du jour international. Mais les conflits à grande échelle [...] ce sont eux qui semblent sur le point de quitter la scène. » Enfin, brutalement, il conclut que : « Le monde de la fin de l'Histoire sera une période fort triste, car le conflit idéologique mondial qui faisait appel à l'audace, au courage, à l'imagination, tout cela sera remplacé par le calcul économique, la quête indéfinie de solutions techniques, les préoccupations relatives à l'environnement et à la satisfaction de consommateurs sophistiqués ». Il semble alors regretter sa conclusion, comme s'il ne voulait pas y croire lui-même.

Regard en 2020

Quel regard la situation du monde actuel permet-elle de porter sur cette thèse qui détona dans le monde intellectuel du début des années 1990 ?

Commençons par ce que Fukuyama a vu mais dont on peut contester objectivement le jugement en observant le monde d'aujourd'hui.

La montée de la Chine

Le plus éclatant, sur le plan géopolitique, est la montée de la Chine dont la rapidité de la croissance, la puissance et le raidissement politique n'ont pas été anticipés à leur juste mesure. À sa décharge, le phénomène s'est développé et accéléré à partir de l'entrée de la Chine à l'OMC en 2001, soit plus de dix ans après.

Malgré son ouverture économique, la dictature communiste, certes contestée à Hong Kong et à Taïwan, reste un colosse dont on ne pourrait anticiper aujourd'hui, à courte ou moyenne échéance, la chute à partir d'un de ces signaux faibles qui ont permis à Fukuyama de prédire la chute de l'URSS. Il n'y a eu, et n'est en vue, aucune libéralisation politique conséquence de la libéralisation économique. Nous voyons une superpuissance qui s'arme à la dimension de sa puissance économique, qui s'implante dans le monde par le relais de ses gigantesques investissements, développe le projet mondial des « routes de la soie », tout en s'appropriant des îles et îlots en mer de Chine méridionale au mépris du droit international. Elle exerce un

chantage dans ses relations économiques en les subordonnant à l'exercice d'une sorte d'extraterritorialité de sa propre censure, comme le note *The New Yorker*. Elle se place même sur le plan philosophique de Fukuyama en remettant en cause le modèle de la démocratie libérale, qu'elle décrit comme exclusivement occidental, contestant en cela sa prétention à l'universalité.

Attractivité de l'islamisme

Le deuxième point est celui de l'islamisme. Dans sa réponse à ses détracteurs parue dans la revue *Commentaire* de l'été 1990, et jusque dans une interview donnée à France Culture l'été dernier, il continue à minimiser le pouvoir d'attraction du modèle islamiste. Les événements des vingt dernières années ont montré que ce pouvoir pouvait s'exercer dans les pays occidentaux non seulement en direction de populations d'origine immigrée, mais également au-delà de celles-ci. Il se contente de voir dans le développement de l'islamisme une réaction à la séduction que le libéralisme a pu exercer à l'intérieur des pays musulmans. L'échec quasi généralisé des révolutions de printemps dans les pays arabes montre les limites du phénomène qu'il relève. En revanche, il n'en voit pas le phénomène inverse du développement du salafisme dans le monde occidental.

« Démocratatures », développement d'internet, environnement

Enfin il minimise le retour des grandes puissances, sous la forme de ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui les « démocratatures », combinant une apparence démocratique avec un pouvoir fort, voire dictatorial. Elles renouent avec des projets impérialistes dont les racines sont inscrites dans la géographie et l'Histoire. Les deux exemples principaux en sont aujourd'hui la Russie de Poutine, et la Turquie d'Erdogan ; l'une et l'autre reprenant les objectifs géopolitiques des tsars et de l'empire ottoman.

Mais il est d'autres facteurs très importants que Fukuyama ne semble pas avoir perçus du tout.

C'est tout d'abord la révolution technique d'internet et des réseaux, qui a produit ses pleins effets, il est vrai, à partir des années 2000. La révolution industrielle des réseaux a joué dans le sens de la mondialisation. Elle aurait dû renforcer sa thèse. Cependant son bilan est

ambivalent. Elle a entraîné la réaction que l'on qualifie aujourd'hui de « populiste ». La mondialisation a aussi favorisé la montée des démocraties, le retour vers le protectionnisme et le nationalisme.

Fukuyama mentionne, comme en passant, la question environnementale, mais pas explicitement celle de la transition énergétique qui lui est associée. Elles ont pris aujourd'hui une dimension considérable, presque totalement absente dans sa réflexion. Il est sans doute aujourd'hui prématuré d'en anticiper les conséquences ultimes sur le plan politique. Il apparaît cependant que le libéralisme est mis au défi sur ces sujets, de même sur la question des migrations, dernière question qu'il n'aborde pas du tout dans son article.

Parmi les réactions négatives que Fukuyama a suscitées, il y a celle de son ancien professeur Samuel Huntington qui a fait paraître en 1996 un autre livre à succès, soumis à contestation tout autant, sinon davantage : *Le Choc des civilisations*. La résurgence des lignes de fracture géopolitique, culturelle et historique, après la disparition de l'URSS met en cause la thèse d'un modèle politique universel.

Un des reproches qui pourrait être fait à Fukuyama est de penser que la rationalité et la philosophie occidentales sont effectivement adoptées partout dans le monde. Le fait que la société de consommation, le modèle du Coca-Cola et du jean, et même les idées de l'Occident, se répandent partout signifie-t-il que le monde entier adhère à ses valeurs ? Nous constatons, au contraire, avec la tendance au retrait des États-Unis, la quasi absence des Européens sur le terrain, et leur dépendance à l'égard des Américains, que le leadership occidental est de plus en plus contesté. Cette situation révélée par la décennie écoulée est certainement pour une part importante la conséquence de la précédente marquée par la désastreuse intervention américaine en Irak.

Mais n'y avait-il pas une relation entre la volonté des néoconservateurs américains d'imposer par la force la démocratie au Moyen-Orient et la thèse de Fukuyama ? N'a-t-il pas sa part de responsabilité, en participant à une sorte d'arrogance intellectuelle naïve dont nous mesurons aujourd'hui les conséquences dramatiques ?

Qu'en est-il aujourd'hui du nombre des démocraties dans le monde ? L'effondrement du Pacte de Varsovie a permis de faire monter leur nombre à 77 en 1993, puis 86 en 2006 mais depuis leur nombre stagne. À l'intérieur même des démocraties des voix s'élèvent pour

dénoncer un recul des libertés. Le risque d'une régression politique existe et ne doit pas être négligé.

Ce sont donc les éléments concrets qui peuvent remettre en cause la thèse de Fukuyama. Le passage d'une réflexion philosophique fondée sur l'idéalisme philosophique, à une prévision politique à l'échelle du monde est un exercice risqué, surtout lorsqu'il s'agit de l'avenir, comme le dit l'humoriste. Il a lui-même beaucoup évolué au cours de ces trente dernières années. Proche des néoconservateurs, il a ensuite soutenu Obama et est plutôt, aujourd'hui, considéré comme étant de centre gauche, après avoir pris conscience des dangers du libéralisme économique au travers de la mondialisation. Il est, aujourd'hui, tout à fait conscient du risque que représente la Chine pour le monde occidental. Sa pensée est devenue plus complexe.

Conclusion

Francis Fukuyama a vu, avant tout le monde, la rupture géopolitique majeure qui s'amorçait. Il l'anticipait largement avec clairvoyance quant à ses effets à court et moyen termes, mais il cédait sans doute déjà à l'euphorie qu'elle allait engendrer.

Si les vicissitudes de l'Histoire ne peuvent lui donner complètement raison à moyenne échéance, il est difficile de ne pas saluer son optimisme. Sa thèse ne peut être véritablement réfutée aujourd'hui, quelques doutes qu'elle puisse faire naître. Comme il l'indiquait, il n'y a pas de risque de conflit mondial évident, en revanche d'autres formes de conflits qu'il avait prévues se sont développées.

Malgré les échecs des révolutions arabes et des mouvements de contestation en Chine, il n'est pas possible de prévoir les effets à long terme de l'aspiration à plus de liberté et de démocratie dans les vastes parties du monde qui ne les pratiquent pas.

Il est utile de rappeler que l'Histoire est faite par les hommes, leurs décisions, leurs choix en fonction de leurs croyances, de leurs valeurs, de leurs cultures, en-deçà et au-delà de tout déterminisme. Il appartient au monde occidental de continuer à défendre les siennes propres, certainement sans prétendre les imposer par une nouvelle forme d'impérialisme, mais sans céder non plus à la mode de la repentance, ni à un pessimisme démobilisateur. Fukuyama a donc le mérite de replacer au premier plan des réflexions géopolitiques les

causes idéologiques, psychologiques et culturelles, ainsi que le faisait remarquer Jean-François Revel dès 1989.

Le président Buti posait la question : « À quoi sert l'Histoire ? ». En acceptant la définition hégélienne de l'Histoire, et au vu de la thèse de Fukuyama, il serait sans doute possible de répondre : « Elle peut servir à faire de la philosophie politique et à justifier un projet géopolitique ».

La tradition philosophique idéaliste, à laquelle Fukuyama se rattache, veut penser le monde sur un modèle qui dépasse les considérations purement économiques et techniques. Il met en avant le *thymos*, comme élément actif de l'Histoire. Ce dernier représente le désir de reconnaissance de l'individu. Il développera véritablement ce thème dans son essai de 1992. Il y aborde de façon critique nombre de questions qui se posent en démocratie et semble parfois douter de son modèle, sinon de sa thèse, au vu des interrogations qu'il soulève lui-même.